

Répartition inégale de la croissance économique mondiale, un risque pour la conjoncture ?

Introduction

Jusqu'en été 2004, la reprise de la conjoncture mondiale, amorcée en 2003, a progressé à un rythme qui n'est pas identique dans toutes les régions du monde. Alors que la croissance est vigoureuse depuis un certain temps déjà aux Etats-Unis et en Asie – et particulièrement en Chine –, la conjoncture est encore nettement à la traîne notamment dans les pays d'Europe occidentale. Ces derniers mois, les médias ont souvent qualifié cette situation d'extraordinaire, soulignant qu'elle constituait un risque conjoncturel potentiel. En effet un refroidissement conjoncturel aux Etats-Unis et en Chine pourrait bloquer l'économie mondiale. La perspective d'un déséquilibre dans la répartition de la croissance économique mondiale mérite que l'on s'y attarde davantage. Dans la présente partie spéciale des tendances conjoncturelles, la répartition de la croissance économique mondiale a été analysée, afin de dégager dans quelle mesure la situation prévalant en 2004 peut être qualifiée de particulière ou non.

Données

Nous utilisons, pour notre analyse, les données relatives au PIB (en dollars US, calculées selon la méthode de la parité de pouvoir d'achat⁷) par pays depuis 1980 sur une base annuelle, que le FMI établit pour presque tous les pays industrialisés et en développement. Celles-ci permettent de calculer la part de chaque pays et région au PIB mondial ainsi que leur contribution à la croissance économique mondiale.

7 Sur les différentes méthodes utilisées pour calculer la croissance de l'économie mondiale, voir l'encadré.

Encadré

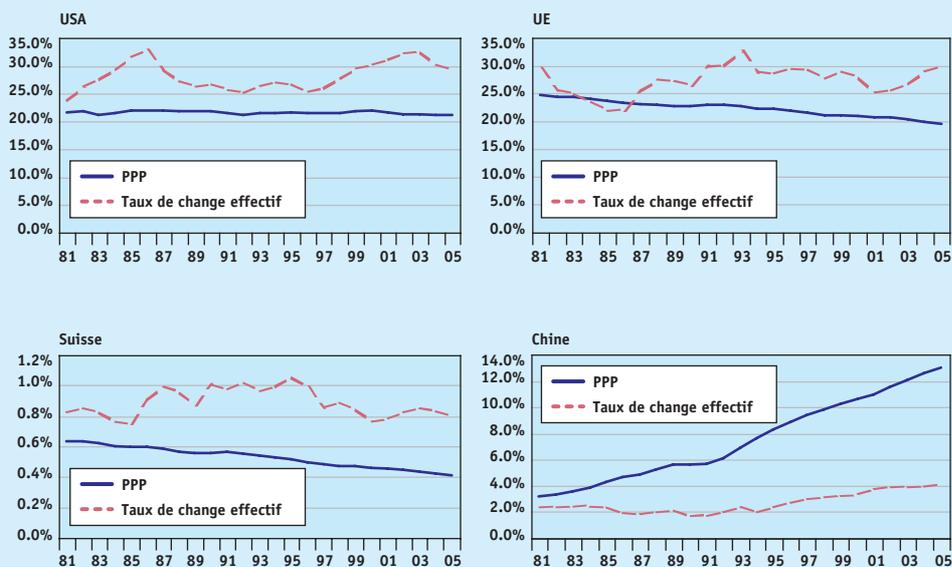
Méthodes de calcul de la croissance économique mondiale

Le calcul de la croissance économique mondiale se fait normalement par l'addition des PIB de chaque pays (en une seule monnaie) ou par agrégation des taux de croissance des différents pays, pondérés par leur part au PIB mondial. Il est nécessaire à cet effet de convertir le PIB national exprimé dans la monnaie du pays en une monnaie commune (par ex. dollar US). Deux concepts fondamentaux sont utilisés pour cette conversion : le taux de parité de pouvoir d'achat (PPP) et le taux de change effectif en vigueur sur le marché. Lorsque l'on applique la parité de pouvoir d'achat, les PIB des différents pays sont convertis sur la base de taux hypothétiques qui prennent en compte la différence de niveau des prix entre les pays. Si l'on a recours aux taux de change en vigueur sur le marché, cette correction n'est pas faite. La conversion est opérée sur la base du taux de change effectif de la monnaie nationale par rapport à la monnaie commune pendant une période déterminée (par ex. cours moyens annuels).

La méthode choisie pour convertir le PIB national modifie considérablement les parts des pays au PIB mondial. La différence essentielle est la suivante : comme les prix, en particulier ceux des biens non négociables et des services, sont systématiquement plus bas dans les pays en développement, le poids de ces pays, si l'on applique le taux de parité de pouvoir d'achat, est d'une manière générale beaucoup plus important que celui des pays industrialisés. En revanche, les taux de change en vigueur sur le marché ne tiennent pas compte de la différence de niveau des prix si bien que les poids relatifs peuvent considérablement se modifier (graphique 1). Calculée selon la méthode de la parité de pouvoir d'achat, la part des pays en développement au PIB mondial atteignait près de 45 % alors qu'elle n'était que de 20 % environ selon la méthode du taux de change du marché. Les différences sont particulièrement importantes pour l'Asie

et, notamment la Chine : selon la parité de pouvoir d'achat, la part de la Chine au PIB mondial a passé de 3 à 12 % de 1980 à 2003, faisant de l'économie chinoise la deuxième économie du monde derrière les Etats-Unis et loin devant le Japon. Mais selon les taux de change en vigueur sur le marché, sa part n'a que très légèrement augmenté pendant cette même période pour se fixer à 4 %. A l'inverse, le poids des pays industrialisés est nettement plus grand si l'on a recours aux taux de change du marché et non à la parité de pouvoir d'achat. Pour les Etats-Unis, l'UE et le Japon, la différence qui découle de l'application des deux différentes méthodes atteint 5 à 10 points de pourcentage sur les 20 dernières années. La part de la Suisse au PIB mondial est même presque doublée, évidemment à un bas niveau vu la taille du pays (tout juste 1 % contre 0,5 %).

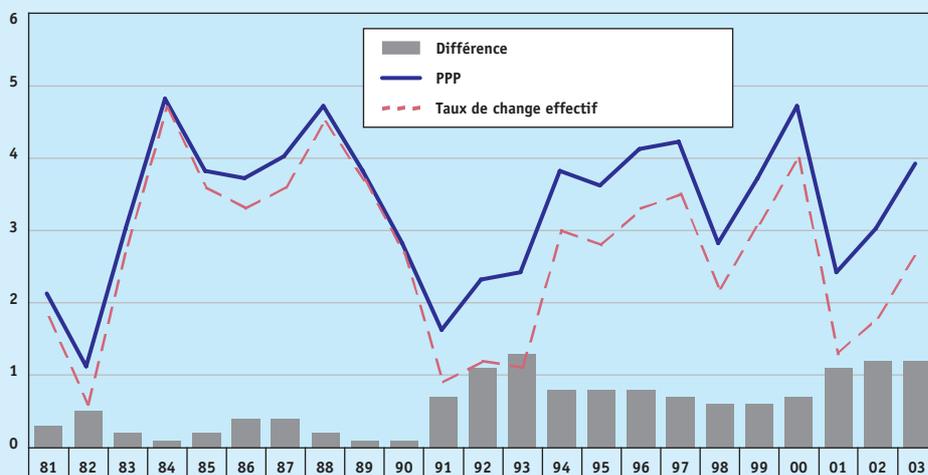
Graphique 1 : Parts de différents pays au PIB mondial selon les deux méthodes de calcul



Source : FMI

Le poids relativement important des pays en développement qui connaissent dans l'ensemble une expansion supérieure à la moyenne implique une croissance économique mondiale qui est plus élevée si l'on utilise la parité de pouvoir d'achat que si l'on a recours aux taux de change du marché. La différence est en moyenne de près d'un point de pourcentage depuis le début des années 90 (graphique 2).

Graphique 2 : Croissance économique mondiale selon deux méthodes de calcul



Source : FMI

8 Dans l'optique suisse - mesurée à l'aune de la structure des exportations - l'importance de la Chine est même encore plus faible. En 2003, seuls 2 % des exportations suisses de biens et de services étaient destinés à la Chine, même si la part de la Chine à nos exportations a doublé depuis 1999.

Finalement, quelle est la méthode la plus appropriée pour calculer la croissance économique mondiale? Est-il préférable de convertir les PIB des pays sur la base de la parité de pouvoir d'achat ou sur celle du taux de change en vigueur sur le marché? Il n'est pas aisé de donner une réponse définitive à cette question, puisque la réponse dépend un peu de l'optique de l'analyse. Les données relatives au PIB corrigées du pouvoir d'achat sont utilisées avant tout pour établir des comparaisons internationales entre les revenus et la richesse, car elles éliminent l'effet de distorsion des différences de niveau des prix. En revanche, si l'on a recours aux données corrigées du pouvoir d'achat pour calculer la croissance économique mondiale, on peut objecter que les pays en développement (notamment la Chine) se voient dotés d'un poids trop élevé par rapport à leur contribution effective (soit selon le taux de change du marché) au PIB mondial. Cet argument parle en faveur de l'application de la méthode du taux de change du marché qui présente toutefois aussi des inconvénients. Parmi ceux-ci figurent en particulier leurs évolutions erratiques dans le temps, qui résultent des fluctuations des marchés des changes, ce qui entraîne dès lors de fortes variations des parts relatives des différents pays, sans que des fondamentaux économiques aient réellement changé. Ainsi, par exemple, la forte appréciation de l'euro par rapport au dollar depuis 2002 a accru à elle seule la part de l'UE au PIB mondial en dollars aux cours du marché. Il est certes possible de limiter de tels effets par des méthodes de lissage (par exemple en prenant des cours de change moyens pluriannuels) ou de les supprimer complètement par l'utilisation de cours de conversion fixes. Mais tous ces procédés sont entachés d'une grande part d'arbitraire. Dans la pratique économique (organisations internationales, instituts de recherche, banques), on utilise, pour le calcul du PIB mondial, les PIB tant selon la parité de pouvoir d'achat que selon le taux de change en vigueur sur le marché. C'est toutefois la première méthode qui est majoritairement appliquée (notamment par le FMI et l'OCDE). C'est ainsi que, depuis 1993, le FMI s'en tient au taux de parité de pouvoir d'achat pour convertir les données nationales relatives au PIB (auparavant taux de change en vigueur sur le marché). Il estime en effet que les inconvénients liés aux taux de change du marché qui ont été décrits sont plus importants que ceux découlant du taux de parité de pouvoir d'achat.⁹ C'est là également la raison pour laquelle, de notre côté, nous avons aussi utilisé la méthode de la parité du pouvoir d'achat pour les calculs détaillés des données relatives au PIB des pays considérés. Utiliser les taux de change du marché aurait impliqué des problèmes bien plus graves que ceux que l'on peut rencontrer en utilisant les données corrigées des parités des pouvoirs d'achat.

9 Pour la présentation et l'évaluation des différentes méthodes: FMI, «World Economic Outlook», (septembre 2003), p. 18-19 ainsi que Anne Marie Gulde et Marianne Schulze-Ghattas, «Purchasing Power Parity Based Weights for the World Economic Outlook», IMF Staff Studies for the World Economic Outlook (décembre 1993), p. 106-23.

Contributions à la croissance selon les régions

L'ampleur de la contribution d'un pays à la croissance annuelle de l'économie mondiale dépend de sa croissance économique durant cette année et de la taille économique du pays. Le graphique 3 met en évidence l'évolution de quelques contributions régionales à la croissance du PIB économique mondiale sur les 25 dernières années. Les valeurs retenues pour 2004 et 2005 sont basées sur les prévisions du FMI de mai 2004.

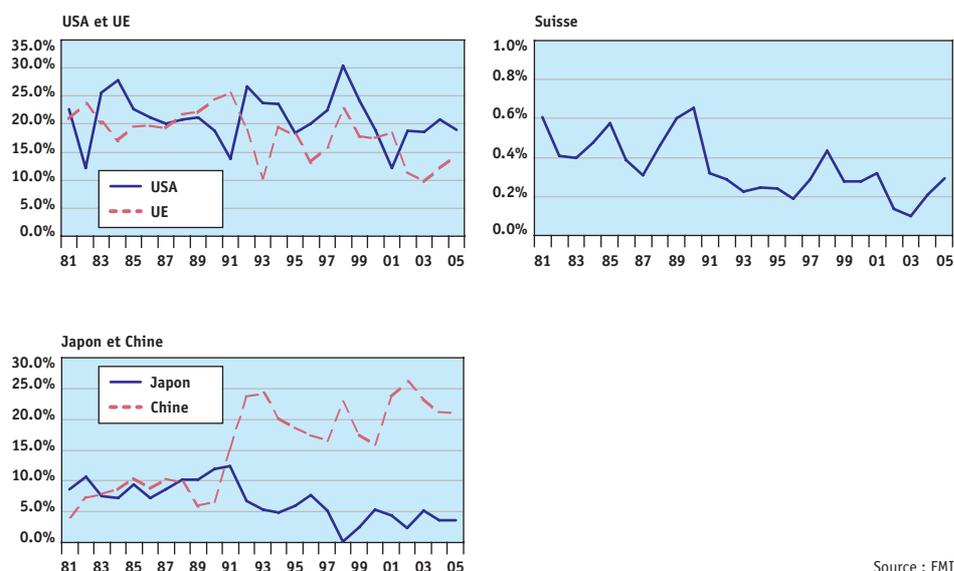
En moyenne, la contribution des Etats-Unis à la croissance économique mondiale a été très proche de la part du PIB des Etats-Unis au PIB mondial, qui atteint approximativement 20 %. Les fluctuations reflètent l'état de la conjoncture aux Etats-Unis, par rapport au reste du monde. Vers la fin des années 90, en particulier, le boom économique américain a entraîné une nette hausse de la contribution des Etats-Unis à la croissance mondiale, avant que la période de récession qui a suivi n'inverse la tendance. Ces dernières années, la contribution américaine s'est à nouveau accrue sans atteindre pour autant un niveau supérieur à la moyenne des dernières années.

Depuis le début des années 90, la contribution des pays de l'UE à la croissance économique mondiale a toujours été inférieure, le plus souvent nettement, à celle des Etats-Unis. L'année 2001 représente la seule année où cela n'a pas été le cas. Avec un poids économique égal, l'UE a donc toujours enregistré une croissance plus faible que celle des Etats-Unis, ce qui implique que sa contribution à la croissance mondiale n'a cessé de diminuer (même si lentement). Sur toute la période considérée, c'est en 2003,

lorsque la reprise conjoncturelle avait peine à s'installer, que la contribution de l'UE à la croissance mondiale a été la plus faible (tout juste 10 %). Celle-ci devrait augmenter à nouveau légèrement en 2004 et 2005. La situation de la Suisse est semblable à celle de l'UE : dans les années 90, la contribution de notre pays à la croissance mondiale a également été inférieure à son poids dans le PIB mondial.

Dans les années 90, l'économie du Japon était plongée dans un marasme persistant et n'a donc que peu contribué à la croissance de l'économie mondiale. En revanche, la Chine a fourni de fortes impulsions à la croissance du PIB mondial, en raison de la rapidité avec laquelle elle a comblé son retard sur le plan économique. Sa contribution à l'expansion de la conjoncture mondiale s'est par moments élevée jusqu'à un 25 %. Comme nous l'avons expliqué dans l'encadré, l'utilisation du taux de parité de pouvoir d'achat a joué à cet égard un rôle important. Si l'on calculait les contributions des différents pays à la croissance de l'économie mondiale selon les PIB exprimés aux taux de change en vigueur sur les marchés, la contribution de la Chine, en raison de sa part désormais nettement plus faible au PIB mondial, serait considérablement plus basse. Depuis le début des années 90, les contributions annuelles ainsi calculées oscilleraient alors entre 5 et 9 %.

Graphique 3 : Contributions régionales à la croissance annuelle de l'économie mondiale en %

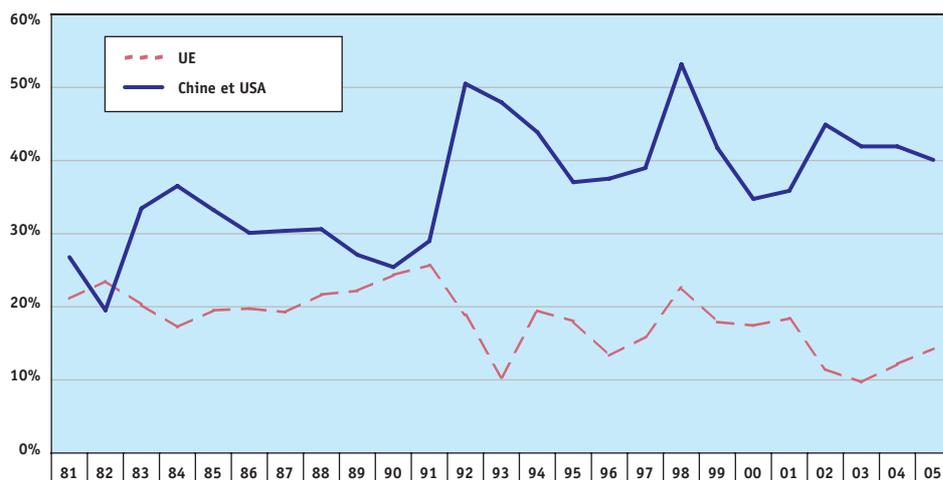


Source : FMI

A l'heure actuelle, la contribution des États-Unis et de la Chine à la croissance n'est pas exceptionnellement élevée

La thèse souvent défendue selon laquelle la conjoncture mondiale s'appuie aujourd'hui de manière particulièrement marquée sur les États-Unis et la Chine est facile à vérifier (graphique 4). Il ressort des calculs qu'en 2003, les États-Unis et la Chine, dont la part au PIB mondial était d'environ un tiers, ont généré plus de 40 % de la croissance économique mondiale (Chine 23 %, États-Unis 18 %). L'apport de l'Union européenne des 15 à la croissance mondiale s'est par contre limitée à environ 10 %. La contribution des États-Unis et de la Chine à la croissance de l'économie mondiale est donc supérieure à la moyenne (et celle de l'UE inférieure à la moyenne). Mais, comme le montre le graphique ci-dessous, ces relations n'ont rien d'inhabituel et semble perdurer depuis longtemps. C'est ainsi que, dans les années 90, la contribution moyenne cumulée des États-Unis et de la Chine à la croissance du PIB mondial était même plus élevée : certaines années, dans le passé, elle a même été supérieure, par exemple en dépassant les 50 % en 1998.

Graphique 4 : Contributions à la croissance mondiale en %

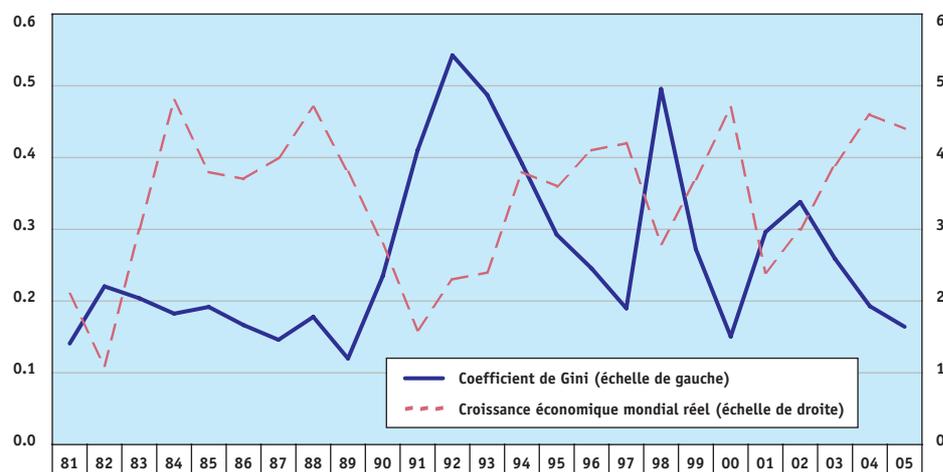


Source : FMI

Calcul du coefficient de Gini, comme mesure de concentration

Pour obtenir des informations encore plus précises sur la manière dont la concentration de la croissance de l'économie mondiale a évolué au cours du temps et notamment depuis 1980, nous avons, pour chaque année (1981–2005), établi des courbes de Lorenz, ce qui nous a ensuite permis de calculer une série de coefficients de Gini. La courbe de Lorenz montre comment la croissance économique mondiale se répartit entre les différents pays, en fonction de leur taille (part au PIB mondial). Le coefficient de Gini, qui se situe entre 0 et 1, donne une mesure de la concentration. Plus il est faible, plus la répartition de la croissance économique mondiale est uniforme, plus il s'approche de 1, plus elle est inégale (peu de pays «portent» la croissance économique mondiale). Dans notre cas, un coefficient de 0 signifierait que tous les pays contribuent à la croissance conformément à leur part au PIB mondial. Un coefficient de Gini de 1 indiquerait par contre qu'un seul pays est à l'origine de toute la croissance du PIB mondial. Le graphique 5 illustre l'évolution du coefficient de Gini depuis 1980 et met également en évidence l'évolution annuelle du PIB mondial (variations en %).

Graphique 5 : Coefficient de Gini et croissance économique mondiale



Sources : FMI, calculations seco

La concentration de la croissance n'a pas augmentée ...

Les principaux résultats que nous pouvons retirer de notre analyse sont les suivants :

1. Depuis 1981, le coefficient de Gini n'a pas manifesté une tendance à la hausse sur le long terme et semble même être stationnaire.
2. Ces dernières années (depuis 2002), le coefficient de Gini a même baissé, ce qui signifie que la répartition de la croissance économique mondiale est donc devenue plus égale (la concentration relative s'est abaissée). Avec une valeur d'environ 0.2,

... et est en corrélation négative avec la conjoncture mondiale

le coefficient de Gini se situe actuellement (2004), en comparaison pluriannuelle, à un bas niveau. Cela signifie que la répartition de la croissance du PIB mondiale est en 2004 plus uniforme que cela n'a été le cas au cours de la plupart des 25 dernières années.

3. En comparant l'évolution de l'indice de Gini et le taux de variation du PIB mondial, on s'aperçoit rapidement de la présence d'une corrélation négative marquée. Le coefficient de corrélation est en effet de -0.50 .

Ce dernier point signifie que plus la conjoncture mondiale est bonne, plus la répartition de la croissance est égale, et inversement. Cette constatation a un caractère un peu «arithmétique» puisqu'elle peut être interprétée de la manière suivante : durant les années où la conjoncture mondiale est florissante, tous les pays se développent plus ou moins et fournissent – même si c'est dans une mesure très différente d'un pays à l'autre – une contribution plus ou moins positive à la croissance économique mondiale.

En d'autres termes, durant les années sombres où la croissance économique est faible, davantage de pays ont tendance à se trouver dans une situation de récession ou dans une stagnation, avec une production qui ne progresse que peu ou même se réduit selon le PIB calculé en tenant compte des parités des pouvoirs d'achat. La contribution à la croissance du PIB mondial de beaucoup de pays est alors faible, voire même négative, ce qui pousse vers le haut la mesure de la concentration. Les contributions négatives à la croissance de plusieurs pays, durant les années de faible conjoncture internationale, compensent en partie les contributions positives d'autres pays, si bien que finalement, seuls quelques rares pays génèrent, à eux seuls, la croissance économique mondiale.

Pour clarifier encore davantage cet aspect, on peut citer l'exemple suivant : si le monde ne devait compter que 9 pays, dont 6 se trouvent en phase d'expansion et 3 en récession, les contributions négatives des pays en récession pourraient alors compenser les contributions positives de 3 autres pays, si bien que, finalement seuls 3 pays en définitive génèreraient la croissance du PIB mondial, bien que 6 pays en vérité, dans notre exemple, connaissent une croissance économique.

Les résultats¹⁰ présentés permettent de conclure que la concentration actuelle de la croissance économique mondiale n'est pas exceptionnellement élevée en comparaison pluriannuelle. Au contraire, elle est même plutôt inférieure que durant les 25 dernières années, en moyenne, et elle a même diminuée ces dernières années (depuis 2002). Suite au redressement de la conjoncture mondiale depuis 2003, la croissance tend à toucher à nouveau plus de pays à travers la planète, que pendant les années de marasme 2001 et 2002. La croissance mondiale en 2004 est donc moins «dépendante» de quelques pays qu'en en 2001 et 2002.

Il faut toutefois préciser que le coefficient de Gini ne donne qu'une mesure de la concentration régionale de la croissance économique mondiale dans notre analyse, rien de plus. Pour juger globalement de l'importance des risques de déstabilisation, il faut évidemment considérer d'autres aspects de la croissance économique.

On peut par exemple bien concevoir que même si la concentration régionale de la croissance économique mondiale est plus faible en 2004 que par le passé, les deux pays qui jouent un rôle important (USA et Chine) présentent d'autres grands risques conjoncturels, qui pourraient également et sévèrement affecter la conjoncture mondiale. La crise asiatique de 1998 fournit à cet égard un exemple éloquent.

La Chine possède encore aujourd'hui des structures économiques que l'on ne peut pas encore comparé aux structures économiques de l'Union européenne des 15 des années 1980 (notamment un système bancaire faiblement développé, un poids im-

Faible concentration, mais gros risques liés aux pays concernés ?

¹⁰ Ceux-ci ne changent d'ailleurs pas fondamentalement lorsque l'on a recours aux cours du marché et non à la parité de pouvoir d'achat pour effectuer les calculs. Les contributions régionales à la croissance ne sont certes pas les mêmes, mais la concentration mesurée selon le coefficient de Gini évolue de manière très semblable : sans tendance à la hausse et corrélation négative avec la croissance économique mondiale.

La répartition sectorielle de la croissance est également importante

portant du secteur agricole, une évolution très inégale entre les provinces et une répartition également inégale des fruits de la croissance selon les couches de la population). Ces faiblesses structurelles en Chine pourraient freiner le processus de rattrapage économique du pays et alimentent, à coup sûr, différentes inquiétudes et incertitudes.

De ce point de vue, si la contribution de la Chine à la croissance économique mondiale en 2004 est comparable en termes d'importance à la contribution économique de l'Union européenne des années 1980, et que la concentration de la croissance économique mondiale, en termes relatifs, n'a pas changé fortement depuis lors, les situations n'en sont pas pour le moins comparables. Une croissance économique mondiale reposant fortement sur la Chine en 2004, est plus fragile qu'une croissance soutenue par des contributions identiques de l'Union Européenne en 1980, même si la concentration n'était pas plus forte, car la croissance est moins uniformément répartie à l'intérieur de la Chine en 2004 que dans l'UE en 1980.

Il convient toutefois de relever que la plupart des experts jugent comme improbable un effondrement radical de la conjoncture en Chine. Pour les Etats-Unis, les déséquilibres macro-économiques qui, pour la plupart, existent depuis longtemps (déficit élevé de la balance des transactions courantes, endettement des ménages privés) entraînent également des risques conjoncturels, comme par exemple une faiblesse très prononcée du dollar. La question de savoir si les risques conjoncturels émanant des Etats-Unis sont effectivement plus importants que dans les périodes précédentes (deuxième partie des années 90) est toutefois ouverte.

Conclusion

Il ne faut donc pas oublier que si l'assise régionale de la croissance est importante pour la robustesse d'une relance conjoncturelle, la répartition par secteurs l'est tout autant. Ainsi, la croissance peut être répartie de manière plus ou moins uniforme entre les différentes régions du monde, et cette répartition de la croissance peut même demeurer égale à travers le temps (avec des compensations par régions, certaines gagnent et d'autres perdent d'importance), mais des inégalités de la croissance économique par secteur peuvent se dessiner. Une croissance économique mondiale répartie sur toutes les régions du monde, mais concentrée uniquement sur quelques secteurs, représente un facteur de risque à ne pas négliger. Le boom de la «New Economy», à la fin des années 90, constitue à cet égard un exemple révélateur. Son effondrement a touché surtout la branche des TI ainsi que le secteur financier dans le monde entier et a joué un rôle déterminant dans la récession internationale qui a suivi. Cette phase de correction est peut-être actuellement en train de s'achever, de sorte que plus rien ne fait grand obstacle à la reprise de ce côté.

En comparaison pluriannuelle, on peut émettre l'hypothèse que l'assise de la croissance économique mondiale par secteurs, est devenue progressivement plus étroite depuis les années 80. S'il en est réellement ainsi, ce qui s'expliquerait par le fait que la croissance économique a tendance à se déplacer régulièrement de l'industrie vers le secteur, très hétérogène, des services et qu'elle va continuer à le faire (en se déplaçant et en se concentrant davantage vers quelques branches des services), cette situation peut dégager des déséquilibres importants. Cette évolution s'applique certainement aux pays industrialisés, mais elle va aussi progressivement concerner, durant les prochaines décennies, les pays qui aujourd'hui sont encore «en développement» et qui accélèrent leur processus de rattrapage. Dans le sillage de la globalisation, l'évolution économique des branches et des produits fait de plus en plus fi des frontières (avec la présence de cycles des branches et des produits, et non plus de cycles économiques régionaux différents), si bien que les branches qui génèrent la croissance et celles qui provoquent la récession risquent d'être fortement (et peut-être de plus en plus) les mêmes à travers les différentes régions et pays de la planète. Si le nombre de ces branches se réduisent, certains risques vont augmenter. Nous ne pouvons pas, faute de don-

nées à ce sujet, indiquer comment la répartition sectorielle de la croissance économique mondiale a évolué durant les 25 dernières années. On peut par contre se demander si le coefficient de Gini correspondant serait également stationnaire, comme pour la concentration régionale, ou s'il ne présenterait pas plutôt une tendance à la hausse, indiquant une concentration toujours plus forte.

L'incertitude quant à la poursuite de la reprise économique mondiale en 2005 a sans nul doute augmenté en raison de la forte augmentation des prix du pétrole en 2004. La crainte d'une conjoncture mondiale et d'une croissance par région extrêmement inégale, considérée comme un risque supplémentaire, semble en revanche peu justifiée. A l'heure actuelle, la concentration régionale de la croissance économique mondiale n'est absolument pas plus élevée que la moyenne des dernières décennies, comme nous l'avons montré, et cette concentration a même diminué avec la reprise conjoncturelle mondiale qui s'est amorcée en 2003. Cette tendance devrait, selon les prévisions, se maintenir. Alors qu'un ralentissement se dessine pour les deux «locomotives» que sont les Etats-Unis et la Chine, on s'attend pour 2005 à une consolidation progressive de la reprise dans l'UE, et la concentration régionale du PIB mondial ne devrait pas fortement changer, elle devrait même relativement baisser par rapport à 2004.